

Entre-nous : ça se passe à Chalon !

Vous êtes ici : [A la une](#) » [entre nous](#) » [Communiqués](#)

Création du collectif "Les bébés révoltés et leurs familles"

10 oct 2014 - [Michel Bon...](#)

Le gouvernement a annoncé le lundi 29 septembre des économies de 700 millions d'euros en 2015 sur la branche Famille de la Sécurité Sociale.



Le collectif « Les Bébés Révoltés et leurs Familles » dénonce des mesures aussi injustes pour les familles qu'inefficaces pour redresser la France et améliorer les finances publiques.

L'une des principales réussites de la France est sa politique familiale qui depuis la libération réussit à concilier le premier taux de fécondité d'Europe et une insertion professionnelle des mères et des parents qui n'a rien à envier à nos voisins européens. Cette politique familiale repose en particulier sur des mesures en faveur des familles qui sont restées relativement stables et cohérentes au fil des années. Confiantes et soutenues, les familles peuvent ainsi accueillir et élever les enfants qu'elles souhaitent avoir.

Aujourd'hui, le gouvernement propose de baisser brutalement et significativement plusieurs aides apportées aux familles et tout spécialement aux parents de jeunes enfants :

- Division par deux du congé parental pour les parents qui ne partagent pas ce congé ;
- Réduction très significative de la prime de naissance pour les enfants de rang 2 et suivant ;
- Recul à 16 ans de la bonification d'allocations familiales, précédemment versée à 14 ans ;
- Baisse de certaines aides à la garde d'enfants.

Ces mesures viennent s'ajouter à celles qui ont déjà sévèrement impacté les familles.

Ces mesures sont très injustes pour les familles car :

- Elles impactent significativement le pouvoir d'achat des familles, et particulièrement celui des familles ayant des enfants en bas âge.
- Elles compliquent singulièrement l'organisation des modes de garde alors qu'on sait le parcours du combattant que représente la conciliation de la vie familiale et de la vie professionnelle, en particulier avec de jeunes enfants.

Cette politique pourrait ne produire aucunes des économies escomptées :

- Les prestations familiales sont généralement immédiatement utilisées pour consommer des biens et services de première nécessité. Leur réduction pourrait impacter directement la consommation des ménages et donc la croissance et réduire de ce fait les recettes de l'Etat.
- Un exemple majeur de « fausse économie » est la réforme annoncée du congé parental : la CAF va certes économiser sur le versement de l'allocation de congé parental si les deux parents ne prennent pas chacun à leur tour le congé. Mais alors, il faudra bien que les bébés de 18 mois accèdent à un mode de garde (crèche, assistante maternelle, garde partagée) dont on sait qu'ils coûtent tous plus cher à l'Etat et aux collectivités locales que la simple allocation de congé parental ! Et s'il s'agit de renvoyer les mères dans leurs foyers sans allocation pour garder leurs enfants, alors c'est une véritable régression dans la politique familiale et pour la promotion de l'insertion professionnelle des femmes.

Enfin, avec un impact potentiel sur la natalité des années à venir, de telles mesures pourraient déséquilibrer plus encore que prévu le fragile système de retraite français.

Le collectif des Bébés Révoltés et leurs Familles demande au gouvernement et aux parlementaires de renoncer à ces coupes budgétaires sur la branche famille et de poursuivre la politique familiale équilibrée et dynamique de la France, gage de compétitivité dans une Union Européenne vieillissante.



[A la une agenda](#) [entre nous jeux & cadeaux](#) [bons plans thema](#) [associations annonces](#) [chalon pratique photos](#)